Les maisons de transfert de fonds et les réseaux qiaopi

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le qiaopi

Les migrants chinois de Singapour envoyaient une grande partie de leurs gains à leur famille restée en Chine. L'instrument en était le *qiaopi*, une lettre accompagnée d'un envoi d'argent. Plus de soixante pour cent de ces lettres étaient adressées aux parents ou aux grands-parents, le plus souvent à des hommes, ce qui reflète la structure patriarcale de la famille chinoise.[1] Comme beaucoup de migrants ne savaient pas écrire, des écrivains publics rédigeaient les lettres pour eux, moyennant trois à six cents par lettre.[2]

Les qiaopi remplissaient des fonctions à la fois économiques et sociales. Ils faisaient vivre les familles restées au pays, finançaient l'éducation des enfants et la construction de maisons et payaient les rites ancestraux. Ils préservaient aussi la place du migrant dans sa famille et son village, ce qui comptait pour son retour éventuel et pour son rang dans le lignage. Les lettres étaient rédigées dans les dialectes des différentes communautés, car les migrants s'adressaient à des écrivains de leur propre groupe. Le système des transferts renforçait donc la structure dialectale de la communauté chinoise de Singapour.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les maisons de transfert

Les lettres et l'argent étaient acheminés par des maisons spécialisées, les *qiaopiju*. En 1887, Singapour comptait 49 maisons de ce type : 34 étaient tenues par des Teochew, 12 par des Hokkien, deux par des Hakka et une par des Cantonais. Elles expédièrent 180 000 plis de qiaopi en 1886 et 280 000 trois ans plus tard.[3] Au début du XXe siècle, Singapour comptait quelque 200 maisons de transfert, bien davantage que Penang (70 à 80), Bangkok (environ 50) ou Jakarta (20).[4]

Ces chiffres montrent le rôle de plaque tournante de Singapour. Les fonds envoyés par les migrants de toute l'Asie du Sud-Est transitaient par Singapour vers la Chine du Sud, ce qui faisait de la ville le principal nœud du corridor entre le Nanyang et les districts d'origine.[5] Ce même rôle de plateforme régionale des flux financiers réapparaît à chaque période ultérieure de l'histoire de Singapour, de l'Asian Dollar Market de 1968 aux family offices d'aujourd'hui.

Le fonctionnement des transferts

Les maisons de transfert combinaient les fonctions d'un bureau de poste, d'une entreprise de transfert d'argent et d'une maison de commerce. Elles recueillaient les lettres et l'argent des migrants, souvent par l'intermédiaire de boutiques et d'agents dans leurs quartiers, et les remettaient aux familles en Chine par l'entremise de maisons correspondantes dans les districts d'origine. L'argent ne voyageait souvent pas en espèces. Les maisons utilisaient les fonds collectés à Singapour pour acheter des marchandises ou des devises destinées à la Chine, puis leurs correspondants payaient les familles sur le produit de ces opérations.[6] La maison percevait une commission et tirait profit des fonds en transit et du change.

Le système reposait entièrement sur la confiance. Les migrants confiaient leurs économies à des maisons de leur propre groupe dialectal et de leur district d'origine, comptant sur elles pour remettre l'argent à des familles qu'ils ne reverraient pas avant des années. Les maisons dépendaient à leur tour de correspondants en Chine

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

auxquels elles faisaient confiance. Reçus et réponses revenaient par la même voie et confirmaient la remise. Des pertes dues à la fraude ou à la faillite survenaient, mais le réseau s'est révélé remarquablement fiable pendant plus d'un siècle.

Apogée, déclin et héritage

L'activité de transfert atteignit son apogée dans les années qui suivirent la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'elle devint l'une des activités les plus rentables de Singapour. Le nombre de maisons passa d'environ 200 à la fin des années 1940 à une soixantaine en 1970, les bouleversements politiques en Chine et la transformation de Singapour en État-nation ayant sapé le système.[7] Les banques, y compris les banques chinoises de Singapour, reprirent l'essentiel de l'activité restante. En 2013, les documents qiaopi ont été inscrits au registre Mémoire du monde de l'UNESCO.[8]

Pour le responsable de la conformité d'aujourd'hui, les maisons de transfert ont une résonance inconfortable. Les systèmes informels de transfert de valeurs, qui font circuler l'argent à travers des réseaux de correspondants de confiance, souvent sans mouvement physique de fonds, sont une préoccupation bien connue de la lutte contre le blanchiment. Les caractéristiques qui rendaient le système qiaopi efficace – confiance au sein de réseaux fermés, règlement par le commerce et documentation limitée – rendent ses successeurs modernes difficiles à surveiller. La partie H de ce livre examine comment Singapour réglemente aujourd'hui les services de paiement et les activités de transfert de fonds.

Idée reçue

On décrit parfois les réseaux chinois de Singapour comme des systèmes fermés reposant uniquement sur les liens familiaux. En pratique, ils étaient étagés. La famille formait le cercle intérieur, le lignage et l'association de district le suivant, le groupe dialectal un cercle plus large et la communauté chinoise dans son ensemble le plus large de tous. Chaque niveau avait ses propres institutions et son propre degré de confiance. Des marchands prospères comme Tan Tock Seng et Seah Eu Chin

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

nouaient aussi des relations avec les maisons européennes et le gouvernement colonial. Les réseaux étaient assez ouverts pour se connecter à l'économie au sens large et assez fermés pour faire respecter les obligations entre leurs membres.

Notes

1. « Qiaopi: Remittance letters from Chinese migrants », *Culturepaedia* (Singapore Chinese Cultural Centre), consulté en septembre 2026 : plus de 60 % étaient adressées aux grands-parents paternels ou aux parents, les destinataires étant majoritairement des hommes. ↩
2. « Qiaopi: Remittance letters from Chinese migrants », *Culturepaedia*, consulté en septembre 2026 : les lettres étaient souvent rédigées par des écrivains publics qui demandaient « three to six cents per letter ». ↩
3. Hong Liu et Huimei Zhang, « Singapore as a nexus of migration corridors: The qiaopi system and diasporic heritage », *Asian and Pacific Migration Journal*, 2020 (résumé et synthèse) : 49 qiaopiju en 1887, dont 34 tenues par des Teochew, 12 par des Hokkien, 2 par des Hakka et 1 par des Cantonais ; « 180,000 packages of qiaopi sent in 1886, which increased to 280,000 three years later ». ↩
4. Liu et Zhang, « Singapore as a nexus of migration corridors », *Asian and Pacific Migration Journal*, 2020 : environ 200 qiaopiju à Singapour au début du XXe siècle, contre 70–80 à Penang, environ 50 à Bangkok et 20 à Jakarta. ↩
5. Liu et Zhang, « Singapore as a nexus of migration corridors », *Asian and Pacific Migration Journal*, 2020 : les maisons de transfert et les associations professionnelles ont consolidé la position de Singapour comme principal corridor migratoire reliant les communautés chinoises d'Asie du Sud-Est à leurs villes d'origine. ↩
6. Sur le modèle économique des maisons de transfert, notamment l'emploi des fonds collectés pour des opérations commerciales et de change et le règlement par l'intermédiaire de correspondants en Chine, voir Liu et Zhang, « Singapore as a nexus of migration corridors », et le chapitre « Money by

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Mail to China: Qiaopi and Chinese Remittance in Singapore », in Kwa Chong Guan et Kua Bak Lim (éd.), *A General History of the Chinese in Singapore*, 2019. ↩

7. Liu et Zhang, « Singapore as a nexus of migration corridors », *Asian and Pacific Migration Journal*, 2020 : l'après-guerre fut le « golden era » ; le nombre de qiaopiju « declined from its peak of 200 in the late 1940s to about 60 in 1970 ». ↩

8. « Qiaopi: Remittance letters from Chinese migrants », *Culturepaedia*, consulté en septembre 2026 : les qiaopi ont été « included in the UNESCO Memory of the World Register in 2013 ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com